

REGLEMENT DE CONSULTATION

Maitre D'Ouvrage :

Commune de Erquinvillers

121 rue du Tour de Ville
60130 ERQUINVILLERS

Opération :

**Aménagement sécuritaire au carrefour RD127/Chaussée
Brunehaut et création d'une surélévation de chaussée RD101**

Maitre D'Œuvre :



Agence Oise :
31 rue de Paris
60200 COMPIEGNE

Siège :
13 rue des Etangs
02870 BUCY LES CERNY

Port. 07 85 81 05 88
Mail : camille.larzilliere@i-btp.fr

**Date et heures limites de remise des plis :
Vendredi 13 février 2025 à 12h00**

SOMMAIRE

I. ACHETEUR	4
1. Le pouvoir adjudicateur.....	4
2. Le maître d'œuvre	4
II. OBJET DU MARCHE PUBLIC.....	4
1. Description	4
2. Procédure de passation	4
3. Forme du marché	5
III. DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1. Décomposition du marché.....	5
2. Durée du marché.....	5
3. Modalités de financement et de paiement	5
4. Forme juridique de l'attributaire	6
5. Délai de validité des propositions	6
6. Variantes autorisées et variantes exigées	6
7. Option (au sens du droit communautaire).....	6
8. Quantités à fournir	7
IV. DOSSIER DE CONSULTATION	7
1. Contenu du dossier de consultation	7
2. Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique	7
3. Modification de détail au dossier de consultation	7
4. Visite des lieux	8
V. PRESENTATION DES PROPOSITIONS	8
1. Documents à produire.....	8
2. Conditions d'envoi ou de remise des plis	11
VI. JUGEMENT DES PROPOSITIONS	11
1. Sélection des candidatures.....	11
2. Examen des offres et critères d'attribution	12
VII. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	14
1. Questions - Réponses	14

2.	Négociations	14
3.	Suite à donner à la consultation	14
4.	Déclaration sans suite	15
5.	Instance chargée des procédures de recours - Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours	15

I. ACHETEUR

1. Le pouvoir adjudicateur

Mairie d'ERQUINVILLERS

121 rue du tour de Ville

60130 ERQUINVILLERS

Signataire du Marché : Monsieur le Maire - M. Jean Michel HOEDT

2. Le maître d'œuvre



Agence Oise :
31 rue de Paris
60200 COMPIEGNE

Siège :
13 rue des Etangs
02870 BUCY LES CERNY

Port. 07 85 81 05 88

Mail : camille.larzilliere@i-btp.fr

Représenté par : Monsieur Camille LARZILLIERE

II. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

1. Description

La consultation porte sur les prestations suivantes :

L'aménagement sécuritaire au carrefour RD127/Chaussée Brunehaut et création d'une surélévation de chaussée RD101

Les prestations relèvent de la catégorie 3 au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

2. Procédure de passation

Le présent marché est passé en vertu des dispositions de l'article R.2123-1, 1° du Code de la Commande Publique, régissant la procédure adaptée.

3. Forme du marché

La consultation donnera lieu à un marché à lot unique.

III. DISPOSITIONS GENERALES

1. Décomposition du marché

1.1. Lots

Le marché est décomposé en un lot unique.

1.2. Tranches

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

1.3. Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

2. Durée du marché

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, la période de préparation, est de **1 mois**, non comprise dans le délai d'exécution des travaux ; elle démarre à la date fixée à l'ordre de service qui prescrit de la commencer.

Le délai d'exécution des travaux (hors période de préparation) est de **2 mois** à compter de la date fixée à l'ordre de service de démarrage des travaux de la tranche concernée. Ce délai comprend dimanche, jours fériés et les congés payés.

3. Modalités de financement et de paiement

Le financement de l'opération est assuré par la commune.

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement bancaire.

Le délai global de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur (ou de la date d'exécution des prestations lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date d'exécution).

Le titulaire a droit, sans qu'il ait à le demander, au paiement d'intérêts moratoires en cas de retard dans les paiements tel qu'il est prévu à l'alinéa précédent au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en

vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Le titulaire a également droit au paiement d'une indemnité forfaitaire, pour frais de recouvrement, de quarante (40) euros.

4. Forme juridique de l'attributaire

Chaque marché public pourra être attribué à un opérateur économique seul ou à un groupement d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur, pour l'exécution du marché.

Il est interdit aux opérateurs économiques de présenter pour chaque marché public plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

5. Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

6. Variantes autorisées et variantes exigées

6.1. Variantes non obligatoires proposées par le soumissionnaire

Les « variantes autorisées » constituent des modifications, à l'initiative des soumissionnaires, de spécifications prévues dans les documents de la consultation.

Les variantes proposées par le soumissionnaire sont autorisées.

6.2. Variantes exigées

Aucune variante n'est exigée.

7. Option (au sens du droit communautaire)

Les opérateurs économiques sont informés que le pouvoir adjudicateur peut envisager de passer un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables pour des travaux similaires à ceux confiés au titulaire du présent marché public, en application de l'article 30-I.7° du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

8. Quantités à fournir

Les quantités sont fixées dans les documents de la consultation (CCTP complété des plans et autres documents remis au titre de la présente consultation).

IV. DOSSIER DE CONSULTATION

1. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

1.1. Les pièces écrites

- le Règlement de la Consultation
- l'Acte d'Engagement dont l'exemplaire conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi
- le Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- le Bordereau des Prix (B.P.)
- le Détail Estimatif (D.E.)

1.2. Les pièces graphiques

- les plans des travaux

2. Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Tous les documents de la consultation sont téléchargeables sur : www.marches-securises.fr

3. Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail aux documents de la consultation.

Les modifications seront signifiées aux opérateurs économiques au plus tard six (6) jours avant la date limite de réception des offres.

Ce délai sera décompté à partir de la date d'envoi de ces modifications par le pouvoir adjudicateur aux opérateurs économiques.

Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base des documents modifiés sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. A défaut, son offre peut être déclarée irrégulière lorsqu'elle n'apporte pas une réponse au besoin de la collectivité.

Si une modification substantielle devait intervenir, une prolongation du délai de réception des plis serait faite par un avis rectificatif. Les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

4. Visite des lieux

La visite du site n'est pas obligatoire mais fortement recommandée pour que le candidat puisse appréhender les difficultés particulières liées à cette opération.

La visite est libre.

V. PRESENTATION DES PROPOSITIONS

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres et les candidatures des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Pour les entreprises et sociétés nouvellement créées, les candidats pourront fournir, comme "preuve par équivalence", tous les éléments susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (humains, techniques, financiers) pour assurer les prestations. Le pouvoir adjudicateur appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

1. Documents à produire

Ces renseignements sont nécessaires pour garantir qu'un candidat dispose de la capacité juridique et financière ainsi que des compétences techniques et professionnelles nécessaires pour exécuter le marché à attribuer.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

1.1. Pièces de la candidature

Afin d'optimiser la transparence d'analyse de l'ensemble des candidatures, et dans un souci d'égalité de traitement entre les soumissionnaires, il sera fortement apprécié et recommandé aux postulants d'utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), **dernière mise à jour en vigueur**, pour présenter leur candidature.

Justification à produire prévues à l'article R2143-3 du code de la commande publique :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- ✓ Lettre de candidature (ou DC1 recommandé)

Nota : Le DC1 peut être utilisé par les groupements d'entreprises comme document de désignation (rubrique G) du mandataire. Les membres du groupement remplissent le tableau de la rubrique E et le mandataire produit les renseignements ou documents demandés par le pouvoir adjudicateur (DC2 recommandé)

- ✓ Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
- ✓ Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 14 du décret 201-1075 du 3 décembre 2018 relative aux marchés publics et qu'il est en règle au regard du respect des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (DC1 rubrique F1 recommandé)

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- ✓ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (DC2 rubrique D recommandé)
- ✓ Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents

Les renseignements concernant les capacités techniques et professionnelles de l'entreprise :

- ✓ Une liste des principaux chantiers réalisés au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Ces chantiers sont prouvés par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

NOTA : pour permettre d'apprécier de manière optimale les capacités techniques et professionnelles, l'opérateur économique devra apporter, par tout moyen de preuve acceptable, la garantie qu'il possède les ressources humaines et techniques et l'expérience nécessaires pour exécuter le marché public en assurant un niveau de qualité approprié.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des travaux, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximal de 5 jours.

NOTA : Le candidat pourra également présenter sa candidature sous la forme du DUME disponible à l'adresse : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

1.2. Pièces de l'offre

Un projet de marché comprenant :

- ✓ Un acte d'engagement (A.E.) à compléter et signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (à signer et à accepter sans aucune modification)
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (à signer et à accepter sans aucune modification)
- ✓ Le Bordereau des Prix Unitaires (cadre ci-joint à compléter)
- ✓ Le Détail Estimatif (cadre ci-joint à compléter)
- ✓ Le (les) DC4 (déclaration de sous-traitance), le cas échéant
- ✓ Le mémoire technique portant sur les sous-critères définis ci-après dans le règlement de consultation.

Il n'est pas nécessaire au candidat de retourner les pièces marché suivantes

- ✓ Les Pièces graphiques

Toutefois, par le seul fait qu'il soumissionne, le candidat reconnaît avoir pris connaissance de la totalité des pièces du marché et en accepte les termes.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

2. Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

2.1. Transmission électronique

La transmission devra être faite via le site : www.marches-securises.fr

2.2. Transmission sous support papier

La transmission sur support papier est interdite.

Toute offre transmise sur support papier sera retournée à son auteur sans être ouverte.

2.3. Précisions sur la signature par l'opérateur économique

La signature manuscrite est obligatoire uniquement pour formaliser l'accord du marché public avec l'attributaire du marché.

Néanmoins, pour des raisons pratiques, il est recommandé de signer les documents constitutifs du marché, notamment l'acte d'engagement, lorsque celui-ci fait partie du dossier de consultation.

VI. JUGEMENT DES PROPOSITIONS

1. Sélection des candidatures

Sur chaque lot, chaque candidature sera analysée afin de vérifier :

L'aptitude du candidat à exercer l'activité professionnelle, de sa capacité économique et financière et de ses capacités techniques et professionnelles, dès lors que le pli n'aura pas été éliminé pour remise hors délai. Ces vérifications pourront être effectuées à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché public.

Pour les entreprises nouvellement créées, il sera exigé de fournir les éléments d'information visés au paragraphe V.1.1 disponibles à la date limite de remise des offres ou, si elles ne sont pas en mesure de les produire, de justifier de leurs capacités par tout autre moyen. La sélection des candidatures ne s'appliquera que sur les seuls documents fournis dès lors que la date de création est prouvée par tout moyen (copie du récépissé de dépôt du Centre de Formalités des

Entreprises (CFE) ou un extrait du registre du commerce ou toute autre pièce officielle attestant la date de création).

2. Examen des offres et critères d'attribution

L'attribution sera effectuée dans les conditions prévues à l'article L2152-1 à L2152-8 du code de la commande publique.

Le représentant du pouvoir adjudicateur éliminera les offres inappropriées, inacceptables et celles qui demeurent irrégulières.

Pour chaque lot, les offres conformes seront classées par ordre décroissant par application des critères pondérés énoncés ci-dessous :

1 - le prix, à hauteur de 60 %

Le prix, à hauteur de 60 % sera analysé au regard du montant total du marché indiqué dans chaque acte d'engagement. La note maximale sera attribuée à l'offre la moins disante. Les offres suivantes obtiendront une note suivant la formule :

$$\text{Note candidat} = (\text{prix candidat le moins disant}) / (\text{prix candidat}) * 60$$

2 - la valeur technique, à hauteur de 40 %

La valeur technique, à hauteur de 40 %, sera analysée au regard des sous-critères suivants :

1 - Moyens personnel mis à disposition sur le chantier. à hauteur de 10 points :

- nom du conducteur de travaux, CV
- nom du Chef de chantier, CV
- présentation de l'ensemble de l'équipe présente sur le chantier

2 - Moyens matériels mis à disposition pour le chantier, à hauteur de 10 points :

- moyens matériels prévus pour ce chantier avec les modes opératoires
- fournitures et fournisseurs : fiches techniques et provenance des matériaux
- sous-traitants envisagés
- lieux d'implantation : base vie, description des installations d'hygiène prévues

3 - Compréhension et analyse spécifique du chantier à hauteur de 10 points :

- analyse des contraintes et des difficultés techniques propres à ce chantier
- analyse des risques liés à la sécurité du chantier et la circulation
- reconnaissance du site, rapport photographique avec commentaires explicatifs

4- Planning avec dates précises et concrètes à hauteur de 5 points :

- engagement sur la date de démarrage
- planning cohérent au regard des moyens humains et matériels envisagés
- décomposition du phasage envisagé

5- Démarche Assurance Qualité à hauteur de 5 points :

- Démarche qualité mise en place au sein de l'entreprise
- Gestion des non-conformités
- Gestion des déchets

Pour chaque sous critère la notation sera la suivante :

Appréciation	Note /5	Note /10
Excellent (tous les éléments sont abordés et détaillés)	5	10
Très bon (tous les éléments sont abordés mais il manque quelques précisions)	4	8
Bon (quelques éléments ne sont pas abordés)	3	6
Moyen (peu d'éléments abordés)	2	4
Passable (peu informations - informations sommaires)	1	2
Absence d'éléments	0	0

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau de prix prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre. Le montant du détail estimatif est rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif sont également rectifiées pour le jugement des offres.

Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

VII. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

1. Questions - Réponses

Les candidats doivent faire parvenir leurs questions via la plateforme www.marches-securises.fr, au plus tard huit (8) jours calendaires avant la date limite de réception des plis. Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les opérateurs économiques ayant retiré le dossier sur la procédure et s'étant identifiés au titre de la procédure. Il ne sera pas répondu aux questions posées après le délai visé ci-dessus.

2. Négociations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier aussi bien un point de technique que financier avec les 3 premiers candidats. Les trois premiers candidats seront définis comme les mieux disant lors d'un premier classement sur les bases des critères énoncés ci-dessus.

3. Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats retenus produisent les documents visés aux articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique, à moins que ces documents n'aient été joints en même temps que les pièces demandées au titre de la candidature comme évoqué à l'article V.1 du présent règlement. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation pour des motifs d'intérêt général. En cas d'absence de candidature ou d'offre déposée dans les délais prescrits, le pouvoir adjudicateur, se réserve la possibilité de négocier sans publicité préalable et sans mise en concurrence avec un ou plusieurs opérateur(s) économique(s).

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire, dans le délai imparti, les pièces suivantes :

- ✓ Extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionnés à l'article L2141-3 du code de la commande publique et si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- ✓ Déclaration sur l'honneur que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L.2141-4 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- ✓ Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner

mentionné à l'article L2141-2 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.

- ✓ Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Le candidat est invité également à produire les documents prévus à l'article "Engagements du Candidat" de l'acte d'engagement.

Vous pouvez notamment, selon votre situation, télécharger une attestation de mise à jour de vos attestations :

- sociales, notamment selon votre situation juridique, sur les sites www.urssaf.fr, www.rsi.fr, www.msa.fr;
- fiscales sur le site www.impots.gouv.fr

En cas de non réception des pièces demandées dans les délais impartis le pouvoir adjudicateur prononcera l'élimination de ce candidat et présentera alors la même demande au candidat suivant dans l'ordre de classement des offres.

4. Déclaration sans suite

Pour un motif d'intérêt général motivé, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la procédure. La déclaration sans suite peut intervenir à tout moment de la procédure jusqu'à la signature du marché, et ce sans délai, même si ce dernier a été attribué. Le candidat retenu, quand bien même le marché lui est attribué, ne peut prétendre à aucune indemnité compensatoire en raison de l'absence de droit acquis à la signature du contrat.

5. Instance chargée des procédures de recours - Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Les recours pourront être introduits auprès du Tribunal administratif d'Amiens, sis 14 rue Lemerchier, 80011 AMIENS CEDEX 01, ou au moyen du télérecours citoyen par le biais du site www.telerecours.fr.